

On ne nous empêchera pas de manifester face à ce gouvernement (Communiqué du NPA 65)

Le 5 janvier a vu le retour d'une mobilisation de premier plan, qui garde les caractéristiques fondamentales de la première séquence du mouvement. À nous de l'aider à franchir un cap, sur la base du bilan de la première phase.

On conserve ainsi un mouvement très important sans être massif, qui garde un soutien majoritaire dans l'opinion, qui révèle la colère des couches populaires contre le pouvoir et contre le coût de la vie. La mobilisation sera encore plus forte samedi 12 janvier, car cette journée s'appuiera sur le succès du 5 janvier. Les manifestations des femmes Gilets jaunes ont constitué, malgré les préjugés véhiculés dans beaucoup d'endroits, une nouvelle dimension du mouvement.

La mobilisation continue donc, et le rôle des révolutionnaires est de s'y investir, de la construire, malgré ses imperfections, ses difficultés, qui sont celles de toute mobilisation qui part d'une colère et se construit à l'écart du mouvement ouvrier organisé.

La crise n'est pas finie

Le pouvoir se plaint d'avoir négligé lui-même les « corps intermédiaires ». Il veut dire qu'il n'a plus de relais dans les larges masses. La réussite de Macron a été d'unifier les différents secteurs de la bourgeoisie, sans masque. Mais cela s'est fait au détriment du système de relations, de dialogue, de compromis, qui dominait entre les classes dominantes et les couches sociales intermédiaires, les notables, les organisations politiques et syndicales, les travailleurEs intégréEs d'une façon ou d'une autre au système, sur le plan matériel ou idéologique, et qui contribuaient à encadrer le monde du travail. Ce verrou a en bonne partie sauté et le masque social et démocratique de la 5e République est réduit à sa plus simple expression.

La crise de représentation politique que nous avons analysée au moment de la dernière élection présidentielle n'est pas résolue ; au contraire, elle s'approfondit. Et ressortent sans filtre et sans fard aspirations démocratiques et exigences de partage des richesses de la part des classes populaires.

La politique de la matraque comme seul retour

La répression est l'inévitable réponse d'un gouvernement déconnecté des masses. Il est incapable d'une réponse politique au mouvement, à l'instar de ce que De Gaulle avait fait, dans un premier temps en 1968 ; il n'a pas les relais dans le mouvement ouvrier pour appeler au calme. Il en est incapable, ne s'y croit pas contraint, et ne peut pas céder, au risque de réduire encore sa base sociale. Sur quoi, en outre, céderait-il face à un mouvement multiforme, sans revendication nette ? Difficile par ailleurs de négocier un compromis puisque le mouvement n'a pas de direction...

La répression lui paraît ainsi la seule issue contre un mouvement qu'il analyse comme celui de classes dangereuses, même si elles n'ont pas cette fois le visage des jeunes des quartiers populaires.

Contre les Gilets jaunes, le pouvoir utilise les mêmes méthodes que contre ces derniers : faire intervenir violemment les flics, garder à vue, condamner avec notamment 3 747 condamnations, 216 incarcérations, plus de 1 600 blesséEs, une dizaine de mortEs dans le sillage de la mobilisation, des dizaines de milliers de personnes gazées. Le 12 janvier, il promet le retour des 80 000 policiers et gendarmes et des blindés.

La promesse d'une nouvelle loi anticasseurs, qui vise à condamner des manifestantEs n'ayant absolument rien fait, s'inscrit dans la logique répressive bourgeoise que Darmanin a remis sur

le tapis : « Dans un État républicain, le monopole de la violence légitime, c'est celle des policiers et des gendarmes. Dans une démocratie, dans une République, ce n'est pas l'anarchie, ce n'est pas la chienlit. »

« Nous sommes touTEs des Gilets jaunes »

Beaucoup de militantEs hésitent à se plonger dans le mouvement, à rejoindre les blocages, pour de nombreuses raisons. Mais ce mouvement, qui porte des aspirations démocratiques et lutte contre la vie chère, nous qui avons du mal à boucler nos fins de mois et qui ne pesons pas sur les décisions démocratiques, nous y avons toute notre place. SalariéEs, chômeurEs, retraitéEs... cette mobilisation qui bloque pour informer et être visible est bien la nôtre.

Les militantEs expérimentéEs savent, que, dans un mouvement, pour gagner, il y a des éléments indispensables – auto-organisation, clarté des objectifs, grèves, manifestations de masse –, mais que bien rares sont les mobilisations qui les combinent toutes d'entrée. C'est dans le mouvement, dans l'action, que l'expérience amène à la prise de conscience de ces moyens incontournables, et par la parole des militantEs qui les ont expérimentés.

Il faut une grève générale pour les salaires et contre Macron

Dans le reflux de la période des fêtes, le Référendum d'initiative citoyenne est apparu comme un porte de sortie pour une partie du mouvement, sous pression des forces institutionnelles. Mais, aujourd'hui, il faut proposer une réponse politique qui corresponde aux enjeux de la mobilisation. Une grève générale qui bloque l'économie, au cœur de l'activité industrielle, économique et de la création des profits patronaux, pour une augmentation des salaires et contre Macron, permettrait de faire entrer la mobilisation sur les lieux de travail, de construire le rapport de forces maximal et de fixer un objectif politique au mouvement. Les directions syndicales ne font pas un pas dans cette direction, nous devons donc nous atteler à exercer une pression à l'intérieur de nos organisations.

La question qui reste sous-tendue par la mobilisation est, par la question du pouvoir d'achat, le rapport entre le capital et le travail et, par le rejet de Macron, la nécessité d'une démocratie pleine et entière, c'est-à-dire d'imposer les choix des classes populaires aux capitalistes, en imposant des mesures démocratiques comme la limitation du salaire des élus, la révocabilité, la proportionnelle intégrale et le contrôle de la production par celles et ceux qui la réalisent.

Le NPA65, Tarbes, le 9 janvier 2019.